

La Marmite aux Idées

Maison pour Tous, 81 boulevard Jacquard, 62100 CALAIS

lamarmiteauxidees@orange.fr

<http://www.lamarmiteauxidees.sitew.com/>

BILLET DE TRANSITION, 20 MAI 2012

Le président a changé, les ministres on changé, la suppression des objectifs chiffrés pour la police et les préfectures a été annoncée.

Pourtant à Calais, le harcèlement policier est depuis le lendemain du second tour de la présidentielle l'un des plus forts que l'on ai connu depuis la destruction de la Jungle des Afghans pachtounes en novembre 2009. Les policiers tournent en permanence dans la ville et ses alentours, contrôlent au faciès et arrêtent, avec une prédilection pour les accès au lieu où les associations humanitaires distribuent les repas, entravant ainsi leur activité. Privation de sommeil, contrôles et arrestations à répétition, y compris de mineurs d'une dizaine d'années, sont quotidiens.

En l'absence de consignes gouvernementales, la police aux frontières – ou la préfecture, ou le parquet - joue visiblement sa propre partition.

La manœuvre est politiquement habile. Elle met en difficulté la gauche vis-à-vis de ses soutiens, puisque le changement ne vient pas, sinon en pire. Elle incite les associations à la résignation, puisque rien ne change. Elle crée un état de fait pour continuer ses pratiques quel que soit le gouvernement.

Est-ce que l'argent du contribuable doit servir à de telles manœuvres ?

Les actions de la police à Calais font l'objet d'une enquête du Défenseur des droits. Mais les choses vont au-delà de la violence et du harcèlement. La lecture de la presse nous apprend que la police aux frontières intervient très au-delà de ses attributions : récupération de cuivre dans une propriété privée, incendie des douches du Secours catholique, expulsion d'occupants sans titre d'un bâtiment abandonné... La police aux frontières est dans la position d'une super-police, intervenant dans des domaines très larges.

Dans le cadre de la remise en ordre des institutions et de la restauration de l'État de droit, il est important que la PAF retourne à ses missions et s'y cantonne. Une réorganisation de ses équipes est probablement nécessaire. Et le départ des CRS est indispensable pour diminuer la tension et la violence.

Contact :
Philippe WANNESON
06 83 19 98 94